Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je crois avoir déjà dit à la Chambre que cette question faisait l'objet d'études très sérieuses. Elle a été discutée au cours d'une réunion du cabinet ce matin. Le gouvernement d'Italie nous a fait savoir quels étaient les besoins les plus urgents à l'heure actuelle. Lorsque nous aurons recueilli tous les renseignements utiles, nous espérons être en mesure d'aider à répondre à ces besoins.

LE NATIONAL-CANADIEN

CHANDLER-CASCAPÉDIA—LA VITESSE DES TRAINS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. R. Keays (Gaspé): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Le ministre pourrait-il faire enquête immédiatement afin de savoir pourquoi les chemins de fer Nationaux du Canada ont donné des instructions pour que tous les trains de voyageurs, de marchandises et les trains mixtes des embranchements de Chandler et de Cascapédia circulent à moins de 30 milles à l'heure et que l'autorail qui transporte 99 p. 100 des voyageurs circule à 50 milles à l'heure? Le ministre ferait-il enquête pour connaître les raisons qui ont motivé cette décision, pour assurer le confort et la sécurité de notre population?

M. l'Orateur: Je suis sûr que le ministre a pris note des instances du député. La question pourrait être inscrite au *Feuilleton*, à moins que le député ne veuille la discuter au moment du débat à l'ajournement.

M. Keays: Monsieur l'Orateur, en toute déférence pour la décision que vous avez rendue, j'ajouterais que les voyageurs s'inquiètent beaucoup, car ils sont d'avis que si la vitesse de 30 milles à l'heure est un facteur de sécurité, ils ne devraient pas être soumis à des vitesses de 50 milles à l'heure.

L'HABITATION

LA CRISE DU LOGEMENT—PRIME POUR LA CONSTRUCTION EN HIVER

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): J'aimerais poser une question au ministre du Travail. D'après le rapport du Conseil économique du Canada, des mesures rapides s'imposent pour prévenir la crise du logement que peuvent causer le resserrement du crédit et la hausse des prix. Or, le ministre songera-t-il à mettre de l'argent en disponibilité pour la construction d'habitations et le rétablissement de la prime de $500 applicable aux maisons construites en hiver?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, le gouvernement suit de près les problèmes qu'engendre la situation du logement au Canada. De fait, nous en avons discuté plusieurs fois depuis une semaine, y compris aujourd'hui. Certains d'entre nous en discuteront de nouveau cet après-midi et j'espère que le gouvernement aura du nouveau à annoncer d'ici un jour ou deux.

LES FINANCES

L'OPPORTUNITÉ DE L'ABOLITION DE LA TAXE DE VENTE SUR LES ACHATS DES ORGANISMES MUNICIPAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New Westminster): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Le ministre peut-il dire si, en préparant son budget de revision, il songera à exempter de la taxe de vente les matériaux achetés par des services municipaux comme ceux des égouts et des digues?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la chose a été envisagée avant chacun de mes budgets et, je suppose, avant chaque budget de plusieurs de mes prédécesseurs. Encore une fois, nous l'étudierons très attentivement, mais il se peut que le résultat reste le même.

L'OPPORTUNITÉ DE L'ABOLITION DE LA TAXE DE VENTE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. L. Chatterton (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Étant donné que d'après le rapport du Conseil économique du Canada, la taxe de vente de 11 p. 100 a contribué pour beaucoup à augmenter le prix des matériaux de construction, le ministre songerait-il maintenant à supprimer cette taxe?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, lorsque le gouvernement prendra une décision à ce propos, elle sera annoncée de la façon habituelle.

LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. William Skoreyko (Edmonton-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Est-il en mesure de renseigner la Chambre sur les progrès accomplis par